

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 28/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

URBASYS

Route du Tremblay
91480 Varennes-Jarcy

Références : D2025-0334
Code AIOT : 0006508885

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement URBASYS implanté Route de tremblay 91480 Varennes-Jarcy. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URBASYS
- Route de tremblay 91480 Varennes-Jarcy
- Code AIOT : 0006508885
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société URBASYS exploite depuis novembre 2005 l'usine de biométhanisation du SIVOM de la Vallée de l'Yerre et des Sénarts à VARENNES-JARCY en tant que délégataire de service public.

En 2020, le SIVOM de la vallée de l'Yerres et des Sénarts a renouvelé sa concession de travaux et service public pour une durée de huit ans à URBASYS soit jusqu'au 31.12.27.

Process de traitement par méthanisation et compostage : production de biogaz valorisé en électricité et production de compost valorisé en agriculture.

Capacité technique globale de l'installation de 100 000 tonnes par an.

Ordures ménagères résiduelles : 65 000 tonnes.

Déchets verts : 17 500 tonnes.

Chiffres significatifs de l'année 2023 (extrait du rapport d'activité 2023) :

- La quantité globale de déchets réceptionnés sur l'installation à hauteur de 68 928 tonnes dont 56 925 tonnes d'ordures ménagères résiduelles soit une diminution globale de 6,6% par rapport à 2022. La totalité des tonnages réceptionnée est conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter aussi bien en quantité qu'en typologie.
- Le taux de traitement a été de 100,5% et le taux de méthanisation a été de 100%. Le taux de valorisation a été de 43,7%.
- Un taux de captation de la ferraille de 0,87% soit près de 500 tonnes de ferraille.
- Les refus de la chaîne de tri ont été envoyés vers 2 types d'installation soit en UVE soit en ISDND. Les exutoires ont été au nombre de 7 : les UVE de Vaux-Le-Pénil, d'Ivry/Seine et d'Issy-les-Moulineaux et Montereau Faut ainsi que les ISDND de Claye-Souilly et Moisenay. Les refus ont été valorisés en unité de valorisation énergétique à hauteur de 58%.
- Aucune opération de délestage n'a eu lieu en 2023. Des arrêts ponctuels d'apport d'OMR lié à la convention d'échanges de déchets ont été opérés en lien avec les arrêts techniques du centre.
- Une production de biogaz à hauteur de 3 686 709 m³ et d'électricité à hauteur de 7 217 650 kWh.
- Une production de compost normé NFU 44 051 et labellisé TERROM à hauteur de 22 096 tonnes. La quantité livrée et valorisée en grande culture est de 22 665 tonnes.

Contexte de l'inspection : Action nationale « Mise en demeure »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 4.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Garanties financières	AP Complémentaire du 16/10/2014	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à Madame la Préfète d'informer l'exploitant qu'elle prend acte qu'il respecte les deux points de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/155 du 1^{er} septembre 2023, à savoir :

- Article 36 - Zonage ATEX - en mettant en place une alimentation de secours électrique pour les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.
- Article 39 - Programme de maintenance préventive - en établissant un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des équipements concernés par le risque de fuite de gaz, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Concernant la dernière non conformité, liée aux moyens de secours, l'inspection demande à l'exploitant :

- lors du prochain contrôle des poteaux d'incendie, d'effectuer la mesure des débits et pressions en simultané.
- de s'assurer du bon fonctionnement du désenfumage et des RIA, et d'en transmettre les justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 16/10/2023

Prescription contrôlée : voir arrêté préfectoral
Constats : Lors de la visite du 30/01/2025, l'inspection prend connaissance du registre de sécurité et des rapports de contrôle liés aux moyens d'intervention. - Désenfumage : L'exploitant présente le rapport de contrôle de la société DESAUTEL daté du 12/12/2024 relatif au désenfumage naturel de l'installation indiquant des anomalies. L'exploitant déclare la réalisation de travaux en 2024. Par courriel du 13/02/2025, l'exploitant transmet le rapport de maintenance corrective établi par la société SIA daté du 18/12/2024. La société SIA indique que l'installation est partiellement fonctionnelle, un devis doit être réaliser pour la zone « TRIES » et « METAL ». - Extincteurs : L'exploitant présente le rapport de vérification des extincteurs daté du 24/04/2024 et le bon d'intervention relatif à la levée des non conformités daté du 06/12/2024 de la société DESAUTEL. - Poteaux incendie : L'exploitant présente le rapport de vérification de la société DESAUTEL daté du 24/04/2024 accompagné de la fiche de relevés des débits et pressions concluant sur la conformité des quatre poteaux d'incendie. L'inspection constate que la mesure des débits n'a pas été réalisé en simultané. - RIA : L'exploitant présente le procès verbal de contrôle des RIA établi par la société DESAUTEL daté du 24/04/2024. L'inspection constate que l'un des RIA est non conforme (fuite au niveau de la tête de diffusion). Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, lors du prochain contrôle des poteaux d'incendie, d'effectuer la mesure des débits et pressions en simultané. L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement des moyens de secours de son installation (désenfumage partiellement fonctionnel et fuite d'un RIA) et de transmettre les justificatifs. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/06/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2023
Prescription contrôlée : Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise

en service de l'installation.

Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.

Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.

APMED n°2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/155 du 1er septembre 2023 :

Article 1^{er} : La société URBASYS, exploitant une installation de méthanisation sise route du Tremblay 91480 VARENNES-JARCY, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier livre V du code de l'environnement et notamment les articles suivants :

- article 36 - Zonage ATEX - [...]
- **Article 39 - Programme de maintenance préventive - en établissant un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des équipements concernés par le risque de fuite de gaz, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Constats :

Par courriel du 24/01/2025, l'exploitant transmet le rapport d'audit daté du 07/02/2024 réalisé par INNOLAB relatif à l'étanchéité du réseau biogaz.

Le rapport a mis en évidence une bonne étanchéité générale du réseau. Quatre fuites ont été observées :

- deux dans le local biogaz : une au niveau du tuyau de condensat du surpresseur sécheur et la seconde au niveau d'une bride du sécheur ;
- une au niveau du filtre biogaz produit (de gauche avant le gazomètre) ;
- une au niveau de l'analyseur de biogaz Siemens : un point identifié au niveau d'une pompe pour éliminer le condensat de l'analyseur.

Le volume total des émissions est relativement faible avec un débit total estimé à 12,6 l/h.

Le rapport indique qu'aucune fuite n'est identifiée au niveau du gazomètre, de la chaudière, de la

torchère, les systèmes mélange à gaz et le puits de condensats. Aucun point d'émission au niveau des digesteurs. L'exploitant informe l'inspection des actions correctives immédiates.

Lors de la visite du 30/01/2025, l'exploitant informe l'inspection que suite à la détection de fuites, une demande de bon de travail a été faite auprès de l'entreprise H.E ROBSON. Les travaux ont été réalisés le 23/02/2024 (contrôle et serrage) par la société. Leur rapport d'intervention indique : « les fuites de gaz au niveau du tuyau de condensât du surpresseur et de la bride du sécheur ont été résolues. De plus, la légère fuite observée au niveau des filtres de la bâche souple a également été corrigée. Ces actions ont permis de lever l'observation de Innolab. »

Concernant le programme de maintenance, l'exploitant informe l'inspection que l'ensemble des maintenances est piloté par leur GMAO Dimomaint (migration sur nouveau système depuis 2024).

Par courriel du 13/02/2025, l'exploitant transmet le programme de maintenance préventive (vos ref : PIN-58-UYS-V1). Celui-ci reprend notamment la fréquence des opérations de maintenance et de contrôle pour les différents équipements, et les suites à donner (éventuelle maintenance corrective).

L'exploitant transmet deux bons de travail, l'un pour la maintenance hebdomadaire du compresseur Biogaz daté du 28/11/2024, et le second pour la maintenance mensuelle des surpresseurs daté du 21/11/2024. L'inspection constate que les bons de travail listent les opérations à réaliser notamment la recherche de fuite/étanchéité dans l'installation.

L'exploitant informe l'inspection qu'un nouveau contrôle aura lieu courant mars 2025 par la société INNOLAB.

L'inspection constate que l'exploitant respecte partiellement l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/155 du 1er septembre 2023, à savoir l'alinéa relatif à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier livre V du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36

Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.

Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages,

affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.

Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.

L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).

APMED n°2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/155 du 1er septembre 2023 :

Article 1er : La société URBASYS, exploitant une installation de méthanisation sise route du Tremblay 91480 VARENNES-JARCY, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier livre V du code de l'environnement et notamment les articles suivants :

- **article 36 - Zonage ATEX - en mettant en place une alimentation de secours électrique pour les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**
- Article 39 - Programme de maintenance préventive - [...]

Constats :

Par courrier daté du 02/01/2024, l'exploitant indique que des travaux importants d'ordre électrique et d'automatisme étaient nécessaires afin d'assurer un fonctionnement sécurisé. Ces travaux devaient avoir lieu au cours du 1^{er} trimestre 2024. **Le PV de réception devait être transmis à l'inspection.**

Dans son rapport d'activité 2023, transmis 1^{er} semestre 2024, l'exploitant précise dans ses

orientations 2024, la mise en place de l'alimentation de secours électrique de la torchère était en bonne voie de finalisation. Le groupe électrogène de secours était pleinement fonctionnel et les aménagements électriques spécifiques à la ligne secourue devaient être finalisés en juin 2024.

Par courriel du 24/01/2025, l'exploitant transmet les extraits des rapports spécifiant les interventions sur le groupe électrogène de secours actant son bon fonctionnement en cas de coupure électrique (entre la période du 26/01/2024 au 06/12/2024). Le démarrage automatique du groupe électrogène de secours électrique est testé mensuellement par l'entreprise H.E ROBSON.

Lors de la visite du 30/01/2025, l'exploitant confirme la mise en place d'une alimentation de secours pour les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité, une partie d'électricité et la partie supervision. Cette dernière dispose d'un système redondant sur une période de 45 min à 1 heure.

L'inspection constate que l'exploitant respecte partiellement l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/155 du 1er septembre 2023, à savoir l'alinéa relatif à l'article 36 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier livre V du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des émissions de gaz

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2023

Prescription contrôlée :

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.

Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.

Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne

peut être supérieur à 6 heures.

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. [...]

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

Constats :

Pour mémoire, l'installation dispose d'un brûleur de sécurité (torchère) installé en permanence sur le site.

Par courriel du 13/02/2025, l'exploitant transmet la procédure liée au fonctionnement du brûleur de sécurité (vos réf PRTIN-63-UYS). Celle-ci précise les conditions de fonctionnement de la torchère (démarrage/arrêt en mode gazomètre connecté et isolé).

Ce point est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/10/2014

Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral n° 2014.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/744 du 16 octobre 2014 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société URBASYS relatives à la **mise en œuvre des garanties financières** pour la mise en sécurité des installations existantes situées Route du Tremblay à VARENNES-JARCY (91480)

Constats :

Suite à la publication du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi Industrie Verte et de simplification en matière d'environnement, l'installation n'est plus soumise aux garanties financières.

Cet arrêté préfectoral devient donc sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite